



36 Bd, Amilcar Cabral,
Immeuble la Varangue 97200 FDF.
BP 7222 97277 Schoelcher Cédex.
Tél./Fax : 0596 68 64 52
www.villecaraibe.com



Cycle de qualification sur les politiques de jeunesse **Atelier 1. Diagnostic général- Quelle jeunesse martiniquaise ?**

Compte rendu du vendredi 15 mai 2009

Intervention de : Nicolas LAMIC (psychosociologue, enseignant)
Malik DURANTY (Doctorant chercheur)

Participants :

- Mathieu PETIT, Directeur du Centre de ressources Ville caraïbe,
- Johanne CARMEL, Observatoire social de FDF,
- Chantal DARDANUS, Coordonnateur à la DJS,
- Pascal LACONTE, Inspecteur DJS,
- Joëlle MOREAU, Resp. Adm. Mairie de FDF,
- John PETER, CCAS du François,
- Steve DACY, Chargé de mission GIP DSU du Lamentin,
- Philippe CHOLLEY, GIP DSU du Lamentin,
- Catherine TIBURCE, GIP DSU du Lamentin,
- Fred MARGUERITE, Mairie du Lamentin,
- Philippe CHOLLEY, Mairie du Lamentin,
- Catherine TIBURCE, Mairie du Lamentin,
- Nicole NESTORINE, Mairie du Lamentin,
- Gilbert SAINT-AIME, Mairie du Lorrain,
- Estelle BARBOS, Mairie du Marin,
- J-M MONGIS, Mairie du Marin,
- Serge GAUDY, Mairie du Robert,
- Claude BELLUNE, Elu au Robert,
- Pascal QUION QUION, Chef de projet Mairie de St Joseph,
- Hélène CHARPENTIER, CCAS de Ste Marie,
- Christophe BOZIN, CCAS de Ste Marie,
- Yannick FRENCOURT, SMPI de Trinité,
- Blaise BUJAT, SMPI de Trinité,
- Alex ROTSEN, Mairie de Trinité,
- Martine ADELE-AMELIE, Mairie de Trinité,
- Jean JACQUES ANDRE COQUIN, Mairie de Sainte-Luce,
- Daniel WATELLO, Agent de développement au CEMEA,
- Gladys POTIRON, Mairie du Lorrain,
- Odile JALTA, Mairie du Lorrain,
- Jules AGATOS,
- Laurence CAREL, Mairie du Lorrain,
- Manuel CLERANCE, animateur à ALS
- R-M MILTON-MAGLOIRE, AEP.R2 aiosj-Réseau régional.

Nicolas LAMIC (Psychosociologue, enseignant) : J'ai intitulé cette intervention : « les effets de la désorganisation sociale d'une politique de la jeunesse centrée sur la migration des jeunes actifs martiniquais vers la France métropolitaine ».

Lorsque le Centre de ressources Ville caraïbe a pris contact avec moi pour me proposer d'intervenir dans un souci de qualification collective sur les politiques de jeunesse, j'ai tout de suite répondu par l'affirmative en donnant mon consentement sur une intervention sur la jeunesse centrée sur le travail que je mène depuis quelques années sur la question de la relation entre emploi et formation.

Cependant Mathieu PETIT, Directeur du Centre de ressources, a voulu que j'intègre dans mon propos une vision plus large de la jeunesse martiniquaise. Je vous avoue que j'ai d'abord pensé que je n'étais pas la personne la plus indiquée pour parler de la jeunesse martiniquaise dans sa globalité car en tant que chercheur en science humaine sociale, je ne crois pas que l'on puisse parler d'une jeunesse martiniquaise sans prendre le risque de réifier sous cette notion, un objet d'étude aussi complexe que peut être la jeunesse dans une société.

Comme le montre les travaux de DUBET lorsqu'il étudie l'expérience singulière des jeunes des banlieues françaises, dans son livre « la galère des jeunes en survie ». Dans le dégoût de son analyse sur la façon dont la sociologie de la jeunesse procède pour construire son objet, il écrit cette phrase riche d'enseignements pour notre propos. L'idée d'une jeunesse unique semble particulièrement discutable, plus encore, elle est souvent suspecte. Ce qu'il entend par là, c'est qu'il est très difficile de considérer la jeunesse comme un objet d'étude, un groupe culturel homogène.

C'est donc à partir d'une représentation de la diversité de la jeunesse, telle qu'elle apparaît dans l'analyse du fonctionnement des sociétés modernes, qu'il nous faut procéder, si l'on veut tenir un discours cohérent, sur la jeunesse martiniquaise. Dans ce sens, cette façon de définir la jeunesse à partir d'un critère d'âge établi, pour sortir de la période d'adolescence à 15 ans jusqu'à 25 ans, n'a d'autre objectif que de nous permettre de relier notre propos à un phénomène observé par des sociologues, celui de l'allongement de la jeunesse jusqu'à l'âge de 24, 25 ans.

Ainsi nous n'ignorons pas que durant cette période, des événements dans la biographie comme l'échec scolaire, l'arrivée d'un enfant, le départ du domicile des parents, et les opportunités délinquantes peuvent précipiter la sortie de cette représentation que l'on peut avoir de la jeunesse comme période d'irresponsabilité sociale et de liberté où les affaires sérieuses comme le mariage, ne commencent qu'après 25 ans.

Dans ces conditions la question de la jeunesse se présente aussi, comme un phénomène éminemment subjectif qui peut difficilement être appréhendé en faisant abstraction totale de l'expérience des sujets. C'est ainsi, qu'il nous semble difficile de tenir un discours sérieux sur la jeunesse martiniquaise sous une perspective qui tendrait à la faire apparaître comme un groupe culturel homogène. Seule une analyse consciente des limites que lui impose son objet peut dresser un portrait forcément lacunaire de la jeunesse martiniquaise.

Pour cela, elle aurait à combiner des études et des données de différentes natures. C'est pourquoi cette intervention basée sur nos propres travaux et des éléments chiffrés issus d'éléments recueillis auprès de l'INSEE se présente comme une contribution dans l'analyse d'une question dont la complexité contraint à faire la part belle, aux études localisées moyennant quoi, la généralisation de ces résultats ne pourra être faite, sans les plus grandes précautions.

Pour moi, il est essentiel en effet, que, ne pouvant considérer la jeunesse comme un groupe culturel homogène, qu'il nous faille articuler des études localisées. Il y a des jeunes des quartiers populaires, scolarisés, etc. Il y a différentes catégories de jeunes. Des jeunes qui investissent l'école par rapport au milieu familial et qui pourront ou non, accéder aux hautes études. Chose aussi que

l'on retrouve très fréquemment, lorsque des sociologues souvent d'origine métropolitaine viennent faire des études sur la jeunesse martiniquaise. Ils mènent des études différentielles en comparant les niveaux de réussite pour montrer que c'est, soit la langue, soit le facteur culturel qui constitue un frein ; que le niveau n'est pas le même que celui de la métropole, etc. On voit le biais qu'il y a, car les données sociologiques ne sont pas bien maîtrisées, l'objet est pris dans la globalité.

On arrive à des aberrations sur le plan du travail scientifique. Il faut donc être extrêmement prudent et déconstruire cet ensemble de représentations. Ces approches différentialistes, il faut le dire brutalement, se sont souvent des approches raciales. En fait, on part sur le fait de la couleur, on ne dit plus les Noirs, etc., on va dire les gens de culture différentes, les Antillais par rapport à leur culture, etc., mais cela revient au même d'établir un classement pour dire que c'est la culture ou la langue qui serait un frein à l'accès à l'école, etc..

On procède de la même manière pour les jeunes des immigrés en Métropole, se sont des jeunes nés en France mais on continue à les appeler jeunes de la seconde génération, des immigrés, etc. Cela montre l'arrière fonds de préjugés qu'il y a derrière et qui montre la difficulté des institutions de faire une place à sa jeunesse. L'institution ne leur ouvre pas des perspectives, et c'est pour cela qu'ils n'arrivent pas à se projeter dans les institutions comme l'école. Ces jeunes sont aussi en rivalité avec ces institutions et ne peuvent pas l'investir. C'est un élément qu'on ne prend pas en compte. On va plutôt penser que ces jeunes ont des difficultés à investir l'école et qu'ils développent « une rage » etc. parce qu'ils sont dans une famille où l'on parle arabe à la maison. L'échec scolaire est donc lié à des facteurs culturels, etc. qui fait que ces jeunes n'y arrivent pas.

Tout cela est totalement faux car on ne tient pas compte que du fait, que ces choses sont des construits sociaux. Les contradictions que l'on retrouve dans la société, on les retrouve à l'école. L'école n'est pas un lieu neutre, le milieu du travail non plus. Les mêmes violences qui se trouvent dans la société se retrouvent dans ces lieux ; Quand un jeune, est en train de se construire et qu'on lui renvoie cette image de jeune des cités alors qu'il se pense en tant que jeune français ; vous voyez la violence que cela peut avoir. On peut avoir le même phénomène ici, lorsque l'on parle des jeunes de Dillon et de Volga, etc. vous voyez donc aussi la même violence qu'il peut y avoir et cette violence peut conduire à désinvestir les institutions.

Je voudrais insister là-dessus à nouveau, il faut prendre les plus grandes précautions lorsque l'on essaie de construire cet objet et voir que se sont des objets sociaux, se sont des objets dans lesquels, il y a des représentations, il y a des images, des fantasmes, etc. et que l'école n'est pas un lieu neutre mais qui est central dans notre société.

Je vais repartir de ces données de l'INSEE pour brosser un tableau. Selon l'INSEE, il y a une baisse de la natalité, de nombreux départs des jeunes adultes vers la Métropole. Il y a quelque chose qui est en train de se passer en Martinique c'est que la population martiniquaise vieillit et qu'il y a un phénomène massif pas toujours apparent de migration vers la Métropole alors même qu'il n'y a pas de politique d'incitation au départ. C'est donc quelque chose qui devrait nous interroger.

On se rend compte dans cette étude que se sont les jeunes mères de moins de 20 ans qui contribuent à la natalité en Martinique et ces jeunes on les retrouve dans les milieux défavorisés, les quartiers populaires.

J'ai fait une étude que j'ai terminée récemment dans un quartier de Fort-de-France (une cité) sur une population de 500 personnes à peu près : il y a 41 % de chômage. On constate que les personnes propriétaires dans la cité sont des personnes âgées et quand on analyse les choses on s'aperçoit que tous leurs enfants sont en Métropole. Ces personnes âgées sont de plus en plus

seules. Il y a aussi, les propriétaires bailleurs qui louent beaucoup pour des femmes seules avec des enfants à charge, des jeunes, et des femmes au chômage avec une majorité de bénéficiaires de l'allocation logement. Se sont donc des structures familiales complètement déstructurées, que je dirais quasiment en survie, avec des foyers monoparentaux. Se sont des personnes qui sont complètement à la charge des services sociaux. Cela indique beaucoup de choses sur les lieux de fabrication de la jeunesse. Se sont au départ des enfants qui n'auront pas les mêmes chances que les autres dont est issue la majorité de la jeunesse martiniquaise et qui n'auront pas accès à l'école, c'est-à-dire aux critères de réussite standard.

Donc, dans ce tableau on constate que la structure de la population se rapproche de celle de l'hexagone, et pour en arriver là on a mis en place le Bumidom (bureau pour le développement des migrations dans les départements d'outre-mer) . Dans les années 60, c'était l'idée que la Martinique était surpeuplée et qu'il fallait favoriser les départs. Voilà donc les effets de cette politique que l'on a maintenant, qui fait que la structure de la population se rapproche de celle de l'hexagone. Une part de jeunes de 29 % et en Métropole ils sont 24 % ; une part de personnes âgées de 18 %, 21 % en Métropole, les actifs constituent 53 % de la population et 54% en Métropole.

On s'aperçoit en 2005 que le chômage reste à un niveau élevé en Martinique 22 % contre 10 % dans l'hexagone, dont 42 % des moins de 30 ans sont au chômage et 1 sur 2 n'a pas de diplômes. J'ai introduit ces chiffres pour montrer le rôle que joue la migration des jeunes actifs martiniquais vers la France métropolitaine dans la construction de l'image de la jeunesse martiniquaise que nous allons essayer de présenter.

J'ai essayé de construire la migration comme un outil analytique pour dresser un portrait de la jeunesse martiniquaise. On va s'apercevoir - j'anticipe un peu - qu'il y a un étudiant sur trois qui part après le bac, le reste va suivre. Il y a ceux qui dès qu'ils le peuvent qui partent et ceux qui vont rester se sont les jeunes actifs les moins diplômés. Cela déséquilibre totalement, on ne pourra pas construire une politique économique, une politique de l'emploi en ayant les meilleurs à l'extérieur. Il semblerait même que l'appareil scolaire fonctionne pour la métropole, profite à celle-ci, et pas au développement de la société martiniquaise. En apparence, on a l'impression qu'il y a des jeunes qui sont là, qui n'ont pas de boulot, mais se sont les moins formés, les plus défavorisés ; Et on s'étonne après qu'ils cassent, mais évidemment, ils n'ont rien, ils n'ont aucun horizon temporelle. C'est cela la chose mais on ne veut pas regarder, on se cache, on ne veut pas mécontenter son électorat ou des choses comme cela, moi je n'ai pas ce souci.

Je ne me suis pas contenté de dire des choses comme cela, j'ai comparé la politique des années 60 à la politique des années 80, 90 et j'ai montré à l'aide d'un ensemble d'outils statistiques, qu'il n'y avait pas de différences.

Sauf que, avant, quand les gens parlaient par le Bumidom, c'était ceux qui étaient les moins qualifiés. Maintenant se sont les plus qualifiés ; Ils ne partent même plus par le Bumidom, ils partent avant ou après le bac, même avant cela, ils ont déjà fait une petite période de socialisation. Vous ne pouvez pas interroger un jeune martiniquais de 18 ans qui n'ait déjà voyagé en Métropole ; On lui a déjà préparé sa valise, au moment de sa naissance. Il va donc simplement prendre sa petite valise à 18 ans, même avant cela car il y a eut beaucoup de parents qui vivaient dans les années 70 en Métropole et il y a déjà un petit appartement qui attend l'enfant.

Ils sont donc déjà prêts, ils sont bien dociles, bien socialisés, le bon nègre qui va arriver là, et comme il va rencontrer le racisme et qu'il sera moins payé que les autres, se sera une manne pour la France. Cela permet d'avoir une main d'œuvre qualifiée, à bon marché ; de plus le marché du travail devient très sélectif ce qui fait que les jeunes non diplômés ne tiennent pas et reviennent ici avec la rage puisqu'il n'y a plus rien, plus d'horizon. On ne part plus pour la France comme cela,

quand on avait 18 ans, on ne peut plus avec un BEP. Cela veut dire qu'on va habiter dans la banlieue, avec un salaire de misère, se réveiller à 5h00 du matin et ils ont très bien compris qu'ils ne sont pas prêts à payer ce prix là, donc ils restent.

J'ai un peu anticipé mais je vais quand même vous montrer que ce n'est pas de l'idéologie, c'est un fait bien réel et il faudrait vraiment se pencher sur cette question de la jeunesse si on veut penser un développement pour la Martinique. J'ai eu l'occasion de faire du recrutement, j'ai fait passer certaines annonces et on se rend compte qu'il n'y a pas tant de gens qualifiés que cela. On se gosse de dire qu'il y a le plus grand taux de diplômés en Martinique mais les entreprises sont quelque fois obligées d'aller recruter en Métropole sur certaines compétences. Il faudrait peut être regarder de plus près ce dont on a besoin pour construire les compétences dont on a effectivement besoin.

C'était donc pour vous montrer cette expérience centrale de la migration, je disais que cette expérience s'appuie sur les résultats d'une enquête que nous avons menée au cours de l'année 2006-2007 auprès d'un échantillon de 300 stagiaires martiniquais au départ d'un stage de formation en mobilité vers la France métropolitaine et d'autres pays de la communauté européenne. Cette enquête va paraître dans la revue « Savoir » au cours de l'année 2009.

Cette manière d'appréhender la question de la jeunesse martiniquaise peut paraître assez surprenante à beaucoup d'entre vous. Cependant vous le seriez beaucoup moins, s'il vous revient en mémoire la mission qui a été dévolue au Bumidom - bureau pour l'immigration concernant les départements d'outre mer, dans les années 60 - ; Nous pouvons attribuer à cette politique migratoire un rôle prépondérant dans l'expérience subjective de la jeunesse dans les années 60 à 80.

J'imagine bien que cette réponse ne suffit pas encore, à répondre à toutes vos interrogations, alors pour être tout à fait complet, sur le rapport que nous établissons entre le rapport entre la migration vers la France métropolitaine et le sujet qui nous préoccupe aujourd'hui, permettez moi de prendre le temps d'énoncer quelques idées simples.

Dans notre société, un jeune c'est quelqu'un qui va à l'école et à qui on apprend qu'il faut bien travailler s'il veut avoir les moyens d'exercer un métier qui lui permettra de bien gagner sa vie pour fonder une famille, construire une maison et toutes ces autres choses qui constituent la représentation que l'on a d'une vie d'adulte réussie.

Dans l'idéologie politique cette représentation d'une vie bien réussie a pu être résumé dans le slogan que nous connaissons tous « travail, famille, patrie ». Comme l'indique CASTORIADIS, un auteur très intéressant : Toute société se donne une image d'elle même et des individus qui participent à sa reproduction, les jeunes en tant que futures adultes n'échappent pas à l'ensemble de ces sollicitations institutionnelles ; Faute de quoi, aucune société ne pourrait espérer se maintenir.

Ainsi pour écarter toutes les idées fausses que l'on peut nourrir à l'égard de la jeunesse de nos sociétés modernes, il convient de rappeler que ce que veulent tous les jeunes et cela on le leur apprend depuis leur plus jeune âge, c'est avoir un métier pour pouvoir fonder une famille et avoir des enfants.

L'idée que les jeunes sont délinquants, méchants et pas comme nous est fausse, c'est une grosse bêtise. Ce que veulent les jeunes, c'est avoir comme tout le monde, un bon boulot, une voiture, des enfants, une maison. On a même parlé d'eux en tant que construction comme classe dangereuse alors que les jeunes veulent s'insérer et réussir. C'est ainsi que relier les aspirations de la jeunesse aux idéaux des adultes n'a rien d'une aberration, car il faut bien l'admettre, ces idéaux

adultes dessinent en grande partie l'horizon temporel des jeunes générations. C'est par rapport à ce que fait maman papa que je me construis et parfois ça bute mais ce n'est pas de leur faute.

Donc, le phénomène de crise que les sociologues analysent dans cette population jeune comme le fait DUBET dans « la Galère » sont à relier au hiatus dans la triste mission entre les générations de ces significations sociales grâce auxquelles la société assure sa continuité.

Quand il y a crise c'est parce qu'il y a quelque chose qui ne fonctionne pas, et qu'est ce qui ne va pas fonctionner pour nous, c'est l'horizon temporel. Avant on partait pour la Métropole et c'était la « terre promise », maintenant on ne peut plus. Et c'est cela l'idée, la société martiniquaise avait été fondée sur cela et c'est cela que l'on présentait comme horizon à la jeunesse martiniquaise. Ce qui s'est cassé dans les années 80 et qu'a-t-on mis à la place ? Rien ! On ne s'est pas occupé de cela. Se sont d'autres qui se sont occupés de la structuration de la jeunesse martiniquaise, qui ont donné les idéaux et on leur a donné un horizon temporel tourné vers la France. Et je ne fais pas de la politique en disant que c'était ça le Bumidom.

Pour revenir au sujet de notre intervention qui se présente sous la forme d'une interrogation : Quelle jeunesse martiniquaise ? Il s'agirait de disposer d'une grille de lecture qui nous permette tout à la fois, de dresser le portrait d'une jeunesse dont l'horizon temporel serait ouvert sur le monde adulte et une autre qui à travers la saisie subjective de cette période de leur existence aurait le sentiment de ne pas avoir les ressources nécessaires pour s'y inscrire.

Il nous semble que c'est ce moyen que nous offre la migration vers la France métropolitaine en tant qu'outil analytique, compte tenu de son rôle sur le plan socioéconomique et de la place qu'elle occupe dans l'imaginaire de la société martiniquaise. C'est à dire que je prends la migration comme outil analytique et de montrer qu'il y avait une politique migratoire qui dessinait un horizon temporel de terre promise pour la France métropolitaine où pour grandir il fallait aller en métropole et quand on avait fait ce voyage on pouvait revenir et là on était devenu adulte, quelqu'un de responsable.

Chose que l'on oublie en Martinique, c'est que la revendication d'une identité martiniquaise est née en Métropole au contact de la société française et du racisme. Jean GALAP avait fait une étude où on demandait aux antillais dans les années 70 : quelle différence y a-t-il pour vous entre un français et un martiniquais ? Ils disaient, il n'y a pas de différences ! Après avoir séjourné là bas pendant quelque temps, on connaissait le racisme. On repose la même question dans les années 80, ils disent il y a une différence ! Galap le montre, cette revendication est née en France ; Et c'est à partir de là, que l'on verra les gens revenir dans les années 80 avec ce slogan « Vivre et mourir au pays » ou « Travailler et mourir au pays ».

Les gens vont donc revenir avec cette expérience du racisme, de la difficulté à vivre là-bas et vont se positionner en tant que Martiniquais. C'est intéressant pour nous parce qu'on va peut être pouvoir se regarder, avant on regardait vers l'autre. On ne pouvait pas construire la jeunesse martiniquaise, mais comme on a été renvoyé vers nous, on va commencer à construire des outils pour regarder cette jeunesse et développer ce pays. Une société soudée est capable de se projeter et de construire ensemble.

La population martiniquaise est encore jeune puisqu'une grande partie des habitants a moins de 25 ans. En 1997, la part des jeunes âgés de moins de 25 ans s'élève à 55 % mais bientôt cela va s'inverser. Dans certains lieux cela a déjà commencé.

Les jeunes et l'école

Des taux élevés de sortie du système scolaire sans diplôme

C'est vrai que les niveaux se sont accrues, il y a de plus en plus de jeunes diplômés mais aussi beaucoup de jeunes non diplômés qui quittent l'école.

Le taux de réussite au bac a augmenté mais beaucoup de ces jeunes ensuite sont au chômage et beaucoup d'entre eux partent après le bac. On voit donc qu'il y a un hiatus : se sont ceux qui sont moins diplômés qui restent.

Des niveaux de formation nettement accrus

C'est vrai que parmi les Martiniquais de 25 à 30 ans, 30 % ont le bac et un diplôme supérieur contre 7 % des plus de 60 ans. Cela veut dire que les niveaux se sont accrus de plus en plus à la Martinique et se rapproche de ceux de la Métropole. Au départ il y avait un fort effort de rattrapage.

Parmi les personnes de tous âges sortis du système scolaire, la part de sans diplôme a chuté de 66 % en 1982 à 45,54 % en 1999.

De nombreux jeunes domiens s'exilent pour poursuivre leurs études supérieures : ils trouvent, en Métropole principalement, une offre de formation plus variée qu'au pays. En 1999, près de 9 600 jeunes de 20 à 24 ans, 16 00 qui résidaient auparavant en Guyane et 8 000 aux Antilles, étaient scolarisés en Métropole. Environ 23 400 jeunes du même âge sont scolarisés sur place, aux Antilles et en Guyane. Ceux qui étudient en Métropole représentent donc presque un étudiant sur trois de cette tranche d'âge. Source : Alexandre Parment, « L'emploi des jeunes pas toujours en adéquation avec leur formation », Antiane-Eco, n° 56, Insee, juin 2003. Cela c'est juste au sortir du bac.

Les jeunes et l'emploi

Les chiffres publiés par l'Insee montrent qu'en juin 2002, environ 80 % des moins de 25 ans sont au chômage depuis plus d'un an, contre 19 % en Métropole. Pour la Martinique, chez les moins de 25 ans, 20,5 % de la population active est composée de femmes contre 30,2 % en Métropole. Ces chiffres montrent que les femmes connaissent un enlèvement dans le chômage bien plus important que les hommes. 44 % des femmes sont au chômage depuis plus de trois ans, contre 26 % des hommes. Source : Ali Benhaddouche, Georges Para, « Un marché du travail toujours fragile... », Antiane-Eco, n°56, Insee, juin 2003.

Aux Antilles parmi les jeunes de 15 à 29 ans sortis du système scolaire et ayant un emploi, 26 % sont surdiplômés pour l'emploi qu'ils occupent. Pour ce qui concerne le problème posé par la déqualification, il ressort de cette étude que 47 % des jeunes titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur ne travaillent pas dans leur domaine de formation. Source : Alexandre Parment, op. cit., pp. 13-14. Véritable problème qui crée un malaise chez ces jeunes, soit ils sont surdiplômés soit ils travaillent pas dans leur domaine.

Voilà ce que l'on a pour la Martinique, on peut dire qu'un grand nombre de martiniquais ont tenté une relation difficile avec le monde du travail. Ce qui va être l'élément moteur pour les pousser à s'en aller. Soit il n'arrive pas à s'insérer ou des salaires de misère soit ils ne font pas ce qui leur plait alors qu'on leur a dit de bien travailler à l'école pour avoir un bon métier, des enfants, la maison, la belle voiture, etc. Ils en sont loin avec des salaires de misère.

Jeunesse d'hier et d'aujourd'hui

Une même voie pour réussir sa vie : la migration vers la France métropolitaine. J'essaie de montrer que c'est le même schéma pour réussir il faut partir (avoir un boulot, un salaire, une famille, un logement, etc). Cela, on ne peut pas le faire en Martinique. A moins de rester chez maman ou de faire un enfant avec une jeune fille d'une vingtaine d'année dont on ne va pas assurer la paternité. On a trouvé cette astuce pour quand même avoir des enfants mais on voit dans quelles conditions les enfants seront éduqués. 95 % des locataires que j'ai interrogé bénéficiaient de l'allocation logement cela veut dire que la CAF prend quasiment en charge l'ensemble du loyer de ces personnes. On se rend compte que connaissant le système certaines personnes louent des appartements complètement vétustes à des gens pour 600 Euros. Le système est extrêmement bien rodé. Des Martiniquais profitent aussi de cette misère et la « profitation » n'a pas de fin.

Dans les années 60, 70 on poussait donc les jeunes à partir : le Bumidom, la migration de travail organisée.

Aimé Césaire était prophétique, il disait : *« Considérer qu'il n'y a pas de solution au problème antillais en dehors de l'émigration, considérer qu'il faut vider le pays de ses habitants pour les nourrir, c'est une abdication à laquelle pour notre part nous nous refusons et qui ne se comprend chez les auteurs du plan que parce que, non originaires des Antilles, ils n'ont pas foi dans les Antilles et dans leur destinée. »*.

J'ai fait ma thèse sur le Bumidom, c'est pour cela que je connais bien l'ANT (Agence Nationale des Travailleurs d'Outre-mer). J'ai trouvé ce discours de Césaire dans les archives nationales où il disait qu'il était contre cette politique migratoire. Je lisais aussi que c'est à partir des années 1946 que la Martinique s'est désindustrialisée. Une fois que la Martinique est devenue département français d'Outremer, Césaire remarquait que c'était censé nous apporter un mieux être et c'est à partir de là qu'on a vu la Martinique perdre ces emplois industriels et organiser cette migration vers la Métropole. Je ne crois pas que se soit un hasard, je pense que le capitalisme a besoin de cette main d'œuvre discriminée, « racisée » etc. pour poursuivre son développement. On en a besoin. L'idée n'était pas de développer la Martinique, ni de développer des emplois c'était d'abord d'alimenter le marché métropolitain en une main d'œuvre bon marché sous qualifiée etc.

Dans les années 80, il y a une marche qui sera organisée, les Antillais confrontés au racisme vont se dire que se sont des conditions de vie déplorables et vouloir retourner. Il y a eut « Les assises de l'Outre mer » qui a été organisée et le Bumidom va être décrié et on va mettre pour compenser la chose l'ANT. On va plus se tourner vers l'insertion en Métropole, et faciliter les retours dans le pays d'origine. Pierre Mauroy dira en tant que 1^{er} ministre « ...le gouvernement a décidé, depuis deux ans, de mettre un terme à la politique d'incitation à la migration que menaient nos prédécesseurs (...) Bien entendu, il n'est pas question d'empêcher qui que ce soit de venir des départements d'Outre-Mer en Métropole. Chacun, s'il le désire, est libre de se déplacer. Et j'ajoute qu'il est du rôle de l'Etat d'aider celui ou celle qui a décidé de venir en Métropole à le faire dans les meilleures conditions ».

Il faut savoir qu'il y a eut une mutation de l'économie française c'est à dire que l'on va de plus en plus vers des emplois de services et on a de plus en plus besoin d'une main d'œuvre qualifiée. On n'a plus besoin de personnes de bas niveau. L'ANT prend le relais mais on ne change pas la politique, ni le fonds car la France a toujours besoin des immigrés pour continuer son développement.

Résultats d'une enquête récente sur la mobilité de formation

Dans cette partie, nous examinerons les résultats d'une enquête sur la mobilité de formation de stagiaires martiniquais vers la Métropole. Cette enquête a été conduite au cours de l'année 2006-2007 auprès d'un échantillon aléatoire de 300 personnes au départ d'une formation vers la Métropole et d'autres pays de la communauté européenne, notamment le Royaume-Uni dans le cadre du programme Léonardo Da Vinci.

L'une des idées force sur laquelle repose ce travail est celle qui conçoit que la politique de mobilité des années 60 a profondément marqué les structures des sociétés martiniquaise, guadeloupéenne et guyanaise, traçant les voies actuelles qu'empruntent les phénomènes migratoires entre les DFA et la France métropolitaine. Véritable phénomène culturel, subordonnant les volontés politiques locales, la migration des actifs des DFA vers la France métropolitaine semble sans cesse adapter ses caractéristiques aux évolutions des besoins du marché de l'emploi métropolitain.

Cette enquête est basée sur la passation d'un questionnaire composé de 42 items. Le questionnaire que nous avons élaboré visait, à partir d'un certain nombre d'indicateurs (l'état civil, le niveau de formation initial, le secteur de formation, la nature et le niveau de la formation sollicitée dans le cadre de la mobilité, la situation vis-à-vis de l'emploi, le projet à l'issue de la formation en mobilité...), à dresser un ensemble de « profils types » des stagiaires de la mobilité professionnelle.

J'ai donc essayé à partir d'un certain nombre d'indicateurs, de dresser un profil type des jeunes.

L'objectif était de comprendre comment ces personnes, à partir d'éléments en rapport avec leur niveau de formation initiale ou plus globalement leur trajectoire personnelle, appréhendaient leurs chances de trouver un emploi en Martinique ou en Métropole. Dans le contexte de cette étude, le choix des stagiaires de vouloir rester en Métropole ou de rentrer en Martinique pour mener à bien leur projet d'insertion professionnelle à l'issue de la formation en mobilité représentait un élément clé pour l'analyse.

J'essaie donc de voir qui revient et qui ne revient pas.

- La tranche d'âge 18-29 ans représente 53,5% des personnes qui font le choix d'une formation en mobilité
- 77,5% de personnes célibataires
- 87,5% des stagiaires déclarent avoir déjà eu l'occasion d'effectuer un séjour en Métropole
- 47% affirment avoir déjà effectué un séjour supérieur ou égal à trois mois
- 19% sont nés en Métropole
- 90,5% déclarent avoir un parent proche résidant en Métropole

Il y a donc tous les éléments pour s'établir là-bas.

- Dans l'enquête, 53,5 % des stagiaires sont titulaires d'un diplôme de niveau IV (Bac) et plus.
- Seulement 25 % des personnes composant cet échantillon sont titulaires d'un diplôme de niveau V (CAP-BEP).
- Les stagiaires sans diplôme, niveau Vbis et VI, ne représentent que 21,5 % des personnes qui font le choix de la mobilité de formation.
- C'est la tranche d'âge 35 ans et plus qui concentre le plus de stagiaires de niveau Vbis et VI.

Donc le gros du bataillon c'est des gens diplômés ou très diplômés, les niveaux 5 sont moins bien représentés.

Pourcentage de la population qui veut rester en Métropole

43 % des personnes interrogées déclarent ne pas avoir l'intention de réintégrer leur département d'origine à l'issue de leur formation en mobilité.

Caractéristiques de cette population

Il s'agit en majorité de personnes de la tranche d'âge 18-29 ans, titulaires d'un bac ou d'un bac ou d'un diplôme supérieur au bac (Licence, master).

La dépendance est significative, c'est-à-dire que j'ai fait un test statistique et on sait que quand je dis cela, j'ai seulement 5 % de chances de me tromper. $\chi^2=3,93$, $ddl=1$, $p=95$ %.

Caractéristiques de la population qui retourne en Martinique

Ce sont les stagiaires les plus âgés et les moins qualifiés qui manifestent le plus souvent l'intention de revenir en Martinique à l'issue de leur formation en Métropole. Donc ce n'est plus de l'idéologie c'est de la science.

Raisons invoquées

- Création d'activité 41,5 % ;
- Rechercher un emploi 35,2 %
- Intégrer un emploi 15,7 %

C'est intéressant parce qu'on peut faire une politique de mobilité en partant d'ici avec un contrat d'apprentissage, faire les jeunes se former en Métropole et revenir intégrer leur emploi en Martinique. Sauf s'il y a une convention comme cela établit avec les entreprises et tous les partenaires sociaux ; mais vous connaissez la problématique des partenaires sociaux en Martinique, se sont parfois aussi des « békés » qui n'ont pas besoin de cadres noirs.

Analyse des raisons profondes des retours

Pour ces personnes s'installer en Métropole s'avérerait trop coûteux compte tenu des chances qu'elles estiment avoir de bénéficier d'une insertion de qualité dans le monde du travail.

Conclusion

- Des étudiants qui partent après le bac,
- Une majorité de jeunes inactifs
- Des jeunes actifs insatisfaits de la qualité de leur insertion professionnelle
- Des jeunes non diplômés exclus du marché du travail
- Une faible minorité de jeunes inscrits dans le monde du travail

A partir de cela, je crois que l'on peut utiliser la migration vers la Métropole comme outil analytique pour dresser un ensemble de profils types de la jeunesse martiniquaise par rapport à l'emploi et à cette projection dans l'avenir. Vu la manière dont le travail est considéré comme valeur centrale de nos sociétés, je crois que là, nous tenons un élément pour analyser la jeunesse martiniquaise.

Débat (...)

M. PETIT (Ville caraïbe) : On vous remercie pour votre intervention, y a-t-il des questions ?

Steve DACY (GIP DSU Lamentin) : Je suis assez d'accord sur l'analyse, maintenant, il faut poser la question de l'adaptation des mesures en matière d'application des formations sur le territoire. Je trouve aussi qu'il manque une certaine «adaptation- tropicalisation » des dispositifs.

Nicolas LAMIC : Je crois que le gros souci c'est que l'on ne croit pas assez aux études et au travail faits. On se base sur les études de l'INSEE, - j'ai d'ailleurs critiqué la lecture qu'ils peuvent avoir dans un article - ; Je crois que vu la petitesse du territoire, il faudrait des études beaucoup plus fines. Je pense qu'il y a les moyens et les gens capables de mener cela. Je suis un peu libre, vous m'excuserez je vais parler de la région. Je pense que c'est très politique, la Région en Martinique, même s'ils ont de bonnes intentions mais il faut les mettre en œuvre en partenariat avec des experts, en tenir compte et que ce ne soit pas tout le temps le politique qui ait le dernier mot. Il ne faut pas mécontenter l' élu car on a besoin de subventions et donc souvent on ne peut pas avoir de débats constructifs. Ici en Martinique, c'est une société assez lâche où souvent on ne se positionne pas assez.

Claude BELLUNE (élu du Robert) : Lorsque je t'entends parler de lâcheté, j'ai l'impression que tout le monde se renvoie la balle et finalement la responsabilité n'est nulle part. De la même manière lorsque tu parles des experts, ils commencent par te dire qu'ils ne font pas de politique comme si, il y avait deux sociétés parallèles une bulle où il y a les élus qui disent « je ne veux pas comprendre » et une autre. Mais l'expert aussi ne veut pas comprendre que l' élu à des préoccupations politiques qui ne peuvent pas être rationnelles et qui ne le seront jamais. L'expert est libre mais ceux qui sont en face de toi ont un mandat cela veut dire qu'ils ne sont pas là du fait de leur expertise mais parce qu'il y a une dotation et ils essaient de mettre en place des gens qui comprennent cela. C'est tout ce travail qu'il y a à faire, il faut qu'on arrête la coupure qu'il y a entre les intellectuels et les politiques et qu'on puisse échanger.

Nicolas LAMIC : C'est vrai ce que vous dites, le politique ne réagit pas toujours de façon rationnelle mais un moment il faut avoir du courage politique pour arrêter une politique. De la même manière les travaux locaux n'intéressent pas assez les Métropolitains.

Claude BELLUNE (élu du Robert) : N'oublies pas par quoi tu as commencé, tu nous as dit : « Nos travaux n'intéressent pas le public martiniquais mais celui de la Métropole se sont eux qui s'intéressent à ce que nous faisons » et maintenant tu dis le contraire. Comment veux tu que le politique s'y retrouve.

Nicolas LAMIC : Quand j'ai commencé mes études, j'ai voulu travailler sur l'identité antillaise, on nous disait à l'Université cela ne nous intéresse pas, faites des études plus générales, sur la France etc. Il faut donc un sacré sacrifice, une sacrée volonté pour écrire pour la société martiniquaise. Il faut trouver le moyen d'ouvrir votre problématique ; Quand j'ouvre ma problématique, je l'ouvre sur les 3, 4 départements et en même temps je parle de la politique française, c'est la seule manière de les intéresser. Il faut donc trouver les astuces pour ouvrir, pour les éclairer. C'est vrai que nous avons tendance à penser que nous sommes un peu le centre du monde et ils ont raison en même temps de nous forcer à ouvrir, parce qu'on comprend des schémas plus généraux et comment on peut articuler des politiques globales avec des politiques locales. Ils ont donc quand même une certaine sagesse. Mais c'est vrai que nos travaux ne les intéressent pas beaucoup parce que nous sommes une petite entité et eux c'est des politiques. Quand Césaire dit « les auteurs du Plan », la

France quand elle met en place une politique, elle travaille sur 63 millions d'habitants donc les petits éclats de terre que nous sommes ce n'est pas grand chose.

J-F LAFONTAINE (Directeur GIP GPV) : (...) Le politique n'est pas si rationnel, il a un mandat je suis d'accord avec toi, (Claude BELLUNE) mais il a du bon sens populaire que l'expert n'a pas toujours.

Claude BELLUNE (élu du Robert) : Je précise : irrationnel pour l'expert.

J-F LAFONTAINE (Directeur CUCS- FDF) : Je reviens aussi sur ce qui a été dit au départ, je souhaite porter un bémol sur la question de l'identité notamment dans les années 80, par rapport à des questions de racisme vécues en France. Je rappelle que la lutte pour la libération des esclaves était non seulement la question de la République des droits de l'homme mais aussi de la différence entre les acteurs en présence. Cette question a été intelligiblement posée dès 1958 par Aimé Césaire avec la création du parti progressiste martiniquais, et notamment avec sa lettre à Maurice Thorez quand il dit que même si on peut vivre ensemble on est différent. Cette question de l'identité a été donc posée longtemps avant 1980. Notamment et on l'a vu autant en Martinique qu'en Guadeloupe pour ce que je connais dans le procès du GONG ou de l'OJAM (Organisation de la Jeunesse anticolonialiste Martiniquaise) où cette jeunesse martiniquaise a été porteuse de ces questions d'identité.

D'autre part sur l'échec scolaire, vous dites que l'échec scolaire n'est pas lié à des considérations culturelles, vous avez cité François Dubet moi j'ai lu un autre livre qui s'appelle le malentendu avec l'école et je crois que profondément l'échec scolaire est lié principalement à des questions culturelles. On peut citer pour exemple simplement hier, la demande du proviseur du Lycée de Bellevue qui précise qu'ils ont des classes préparatoires aux grandes écoles où les jeunes qui passent le concours ont des questions de culture générales sur les musées etc., hors nous avons des enfants qui ne savent pas de quoi il s'agit, et elle s'adresse au maire de Fort de France en disant qu'il faudrait que ces enfants puissent faire un petit tour en France et même sur la culture caribéenne que ceux qui sont en France viennent ici. Tout cela pour dire que la question culturelle est au centre de notre question de l'échec scolaire et pas le contraire.

Sur la question du Bumidom, j'ai entendu que c'était au départ pour régler le problème de la surpopulation. Mais la Martinique n'a jamais été surpeuplée. La surpopulation est une question relative, surpeuplée par rapport à quoi ? Par rapport à sa capacité à nourrir et à faire vivre son peuple à l'intérieur. Il me semble que vous n'avez pas insisté suffisamment sur ce qui est pour moi fondamental dans la politique du Bumidom - vous l'avez dit un peu - ce n'était pas développer la Martinique et la débarrasser des gens qui étaient ici et pour lesquels il n'y avait pas de boulot c'était surtout de reconstruire la France qui trainait des boulets d'après guerre sur la question de la main d'œuvre et ce n'est pas une politique de développement de la Martinique qui est basée sur l'immigration c'est une politique de développement de la France qui est basée sur un appel à main d'œuvre qui n'était pas seulement axée vers les Antilles mais aussi sur les anciennes colonies africaines. Je crois qu'il fallait insister aussi sur le contexte international, on est en pleine décolonisation avec la politique du Général de Gaulle et de guerre d'Algérie, quand on parle de racisme.

Sur la question des jeunes, je ne suis pas d'accord du tout sur la représentation que vous faites de la jeunesse c'est-à-dire une espèce d'atavisme sans modifications, une espèce de chose tubulaire qui nous poursuit depuis des années lumières : de ressembler à nos parents ; Moi ce que je crois c'est que justement notre jeunesse martiniquaise actuelle n'a pas envie de nous ressembler et c'est ce, qui nous pose problème. Ce qu'on appelle problème chez les jeunes, c'est certainement leur comportement que nous ne comprenons pas c'est à dire que le développement de nos sociétés, la

Martinique est maintenant dans le monde bien malgré elle, les jeunes ont cette capacité que nous n'avons pas, nous les adultes, à appréhender le monde plus rapidement. Vous avez parlé de hiatus, et c'est ce hiatus qui pose problème ; peut être qu'eux ils n'ont pas de problème, c'est nous qui avons un problème avec eux. Ils ne sont pas fâchés de ne pas partir en France, ils peuvent partir en France quand ils veulent ; Il y a un système social organisé en Martinique suffisamment performant pour permettre aux gens même s'ils ne travaillent pas de manière durable de pouvoir vivre ou de survivre, cela dépend de leur parcours. C'est là, le fonds du problème qu'elle est l'image quelle est la véritable nature de la jeunesse martiniquaise si jamais on peut porter lui donner une nature parce que ce n'est pas un état jeunesse, c'est une étape.

Nicols LAMIC : Le jeune de la seconde génération n'est pas né français, ce que l'on ignore c'est ce que l'on ne veut pas voir, le jeune immigré est français avant tout. C'est l'image que l'on va lui renvoyer de seconde génération qui va surtout faire problème et qu'il n'accepte pas. C'est l'image que va lui renvoyer aussi la Police dans ses rencontres. Il faut lire La Perroni « Ghettos urbains », même les jeunes de la Galère disent qu'ils sont français et on ne l'entend pas.

J-F LAFONTAINE : Dire qu'ils veulent vivre dans le cadre républicain ne fait pas d'eux des français, qui déchirent sa carte d'identité en disant « je ne suis pas français », ni pourquoi on siffle la Marseillaise. Dire que l'on veut vivre dans le cadre républicain français c'est-à-dire que des gens différents peuvent vivre dans un ensemble c'est ce que l'on appelle le pacte républicain français ne veut pas dire qu'il y ait confusion c'est-à-dire se noyer dans l'ensemble, - vous avez cité Aimé Césaire – cultiver ma singularité ne doit pas me diminuer mais je ne veux pas me perdre non plus dans l'Univers. Cela veut dire que ces jeunes Algériens antillais de Sarcelles qui disent je ne suis pas français, mais je veux vivre en France, c'est complètement différent on est dans quelque chose d'opposé au 5 février où on est arrivé au summum de la départementalisation c'est-à-dire à demander une espèce d'égalité parfaite entre la France et une continuité territoriale comme si la départementalisation avait vocation à faire disparaître les océans. On est dans une espèce de continuité territoriale comme s'il y avait un territoire entre la France et la Martinique. Non, il y a un espace administratif qui s'appelle le pacte républicain français. Et ces jeunes qui sifflent la Marseillaise et qui déchirent leur carte d'identité sont de la deuxième ou troisième génération. Et cette politique d'Harlem DESIR qui est député européen de l'intégration des années 80 a complètement échoué et si la France est maintenant épinglée dans les politiques européennes d'intégration c'est parce que durant la dernière politique d'intégration elle n'a jamais su intégré tous les jeunes et les vieux de ses anciennes colonies. La problématique des dissidents c'est quoi ? C'est que la France n'a jamais reconnu que ces tirailleurs sénégalais ou que des gens du Gros Morne se soient battus pour la Liberté de la France.

Nicolas LAMIC : On dit la même chose

J-F LAFONTAINE : Non, car vous dites qu'ils sont français et eux disent je suis Martiniquais mais je peux vivre dans un pacte républicain français et ça c'est important sur la question de l'identité culturelle.

Nicolas LAMIC : Je suis psychosociologue et je crois qu'on n'entend pas la souffrance qu'il y a derrière et c'est pourquoi les travaux des sociologues DUBET, LAPERONI, CASTEL nous disent quelque chose. Quand on me dit je revendique une identité maghrébine, algérienne, etc., c'est parce que je justement on me refuse cet accès. C'est pourquoi j'ai parlé du travail de GALAP (chercheur à l'école des hautes études en sciences sociales de Paris) qui a fait un travail extraordinaire, il montre que les Antillais quand ils sont partis ce qu'ils voulaient c'était être français. Lorsque nous prenons BASTIDE qui va étudier le Brésil et qu'il regarde la société martiniquaise et guadeloupéenne il dit que ces gens ont abandonnés tout élément culturel qui ferait leur spécificité pour être français et quand ils ont vu la récompense qu'ils ont eu en retours, l'image

qui leur est renvoyé d'éternel nègre, d'éternel arabe, etc., qu'ils revendiquent cette identité parce qu'ils n'ont pas le choix. CESAIRE le dit très nettement, oui j'aime la langue française mais il n'ignore pas qu'on ne le reconnaît pas comme français. Je crois que l'Antillais et c'est ce qu'on oublie au fond de cette affaire, il y a cette idée d'égalité. On veut être traité comme homme à part entière et c'est parce que on n'est pas reconnu qu'on va se replier sur le groupe pour pouvoir peser sur quelque chose, mais la première chose qui m'intéresse c'est de pouvoir être libre, de ne pas être catalogué, de pouvoir m'approprier cet universel. CESAIRE dit aussi, que la négritude servira tant qu'il y aura des Noirs et des Blancs mais une fois qu'il n'y aura plus de racisme on n'aura plus besoin de cet outil parce que ce que l'on désire c'est être un individu respecté en tant que tel. Ces jeunes quand ils brûlent leur carte d'identité, ils disent leur souffrance et rien d'autre. C'est pourquoi quand je dis que les jeunes ce qu'ils veulent c'est avoir des enfants une maison, un travail c'est là le fond du problème. Vous n'avez pas été jeune vous ? Vous êtes maintenant un adulte responsable, mais un vieux c'est un enfant qui a vieilli.

Claude BELLUNE : Je dis qu'il est trop simple de croire qu'un jeune ne veut que fonder une famille vous avez très bien amorcé le sujet en commençant par « il y a des jeunes », le sens de la famille du temps de nos parents n'est pas forcément le même pour le jeune malgré le fait que nous soyons conditionnés par cela.

Nicolas LAMIC : Je me suis appuyé sur la notion d'imaginaire sociale et de Castoriadis c'est à dire qu'une société a un certain nombre de représentations centrales et c'est par rapport à cela qu'elle pense son organisation et qu'elle pense la reproduction même des individus. (gagner de l'argent, avoir une famille, avoir un capital, etc.). Un jeune ce qu'il veut c'est gagner de l'argent et le fait de ne pas vouloir d'enfants, de famille, un beau jour il va y arriver mais cela reste un horizon temporel. C'est central, ce n'est pas idéologique.

J-F LAFONTAINE : Non seulement c'est idéologique mais il y a une confusion dans les politiques sociale qui ont été imposées à la Martinique sur la question de la famille. On est dans une position sociale et de traitement du chômage qui fait que le fait d'enfanter est un système de survie. L'élément essentiel est sur les politiques familiales, (quelle famille et comment mène t-on une politique familiale dans ce pays ?). Il y a quelqu'un qui a parlé de l'adaptation des lois ici et justement ce la sort du Code noir, le père est fondamentalement absent et ça c'est parti de l'esclavage jusqu'à aujourd'hui être femme seul c'est bien ça rapporte avec un enfant c'est mieux et au chômage, c'est formidable. Cà, c'est une politique actuelle ; Les jeunes ont très bien compris qu'il vaut mieux être seul avec enfant au chômage pour pouvoir vivre correctement dans ce pays et ça on n'en parle pas suffisamment. Pour parler d'insertion, je trouve qu'on parle de politique d'insertion comme si il y avait du travail et que les gens ne savent pas aller chercher ce travail.

Nicolas LAMIC : Nous sommes d'accord sur le fait qu'il n'y a pas de boulot mais je dis aussi que pour créer de l'emploi il faut avoir des gens qualifiés, des forces vives et c'est ce que disait Césaire. Cela a créé une déstructuration et ce travail de désorganisation, je le situe déjà dans les années 60, nous récoltons les effets. Il y a des choses qui n'ont pas été pensées, des politiques qui se sont mis en place, des logiques qui se sont articulées entre elles qui donnent ce résultat mais maintenant il s'agit de faire un travail de réflexion sur ces logiques ; Comment elles se sont imbriquées pour nous emmener là et pour les défaire et pour ne plus être joué par ces logiques. J'essaie de mettre en place des outils pour parler de ces logiques impersonnelles qui ont aboutit à cela. On ne l'avait pas prévu, quand les auteurs du Plan mettent en place cette politique et nous-mêmes aussi, peut être Césaire en tant que visionnaire l'avait vu.

Débat (...)

Martine ADELE AMELIE (Mairie de Trinité) : On a des données chiffrées qui partent de 80, 97, et il y a une certaine évolution jusqu'en 2009, c'est-à-dire que définir le jeune sur la base des données d'aujourd'hui montre que celui-ci n'a pas les mêmes revendications que celui des années 80.

Nicolas LAMIC : Ce que j'ai essayé de dire c'est que nous construisons la jeunesse. La représentation que l'on a à travers des politiques sociales, des politiques familiales, on construit la jeunesse que l'on a et cette jeunesse d'aujourd'hui se sont les parents des années 80 qui les ont faits. Cette jeunesse c'est le résultat de quelque chose, le produit d'une histoire.

Nicolas LAMIC : Les phénomènes de violence relevés lors de la crise de février ressemblent énormément à ce qui se passe dans les banlieues, il y a un effet de mimétisme donc il faudrait reprendre d'autres éléments pour penser ce qui s'est passé. La Martinique n'est pas un vase clos Il me semble que la réaction des jeunes est liée à un horizon temporel bouché. Par rapport au modèle dominant de la famille se sont des stratégies de survie ils savent que leur famille est bancal.

Claude BELLUNE : On parle des jeunes en difficultés mais pas de ceux qui travaillent,

Nicolas LAMIC : J'ai essayé de tracer comment on pourrait établir sans morceler ni globaliser mais avoir un outil d'analyse. J'ai des étudiants qui partent après le bac, cela nous permet d'inférer sur la structure familiale et on peut remonter encore plus loin pour comprendre comment cela arrive et on peut aller voir ces jeunes qui ont des difficultés à se repositionner pour les aider. C'est un travail scientifique.

J-F LAFONTAINE : Peut être que ce que nous appelons jeunes ici sont ceux qui sont visibles. Vous avez des personnes de 29 ans, 32 ans avec des enfants ou encore 11 ans, qui disent je suis jeune. Y a t-il une catégorie d'âge ? Ce qui trouble notre affaire c'est que ceux qui sont visibles et qui ont la capacité de s'exprimer et - c'est à mon sens ce qui a prêté à confusion le 05 février-étaient des jeunes qui s'étaient constitués en collectif et qui avaient en moyenne 30 ans, 32 ans. Et moi je connais des jeunes dans des établissements scolaires qui ont entre 11 ans et 16 ans et qui se disent jeunes et parfois presque adultes. Alors de quoi on parle quand on parle de jeunes ? J'ai l'impression qu'il y a une grande confusion entre jeunes adultes, c'est-à-dire des jeunes qui sont sortis du système scolaire avec au moins un diplôme après 17, 18 ans (BEP, BAC, 1^{ère} année de Licence), mais je ne sais pas si en plus de cela, on n'est pas dans une catégorie de jeunes adultes parce que la loi les définit déjà comme majeurs.

Mathieu PETIT (CR ville caraïbe) : Par rapport à des tentatives de définition, quand on fait des recherches, la jeunesse c'est une catégorie floue et ambiguë et la plupart du temps avec des définitions arbitraires du monde juridique administratif ou statistiques : 16 ans fin de la scolarité ; 18 ans, majorité ; 25 ans accès au RMI ;

- **Entrée dans la vie adulte:** passage de l'école à l'emploi, ou de la famille d'origine à celle que le jeune fonde lui-même...
- **La période dite de jeunesse** est une invention de l'organisation sociale: il est récent qu'on parle adolescence et maintenant de pré et post adolescence
- **Post adolescence:** nouvelle période de vie qui tend à durer à cause de l'allongement des études et entrée dans le monde du travail: report de l'entrée dans la vie adulte (« établissement ») dans les sociétés touchées par le chômage,
- **Entrée dans la vie adulte:** se situe désormais autour des 28 à 30 ans selon les démographes.
- **Déclin des rites de passage,** d'un état à un autre « service militaire » et autres (religieux, scolaires, sexualité, mariage, emploi...)

- **Du Modèle « bourgeois » du dilettantisme:** recul maximum de l'entrée dans l'emploi, monde étudiant à l' **Allongement de la période de jeunesse** vécue aujourd'hui comme une contrainte de manière large dans les milieux populaires ou non : réalité du chômage, période de tâtonnements ou les jeunes veulent se sentir utiles. Pour une partie des jeunes : période d'exclusion de plus en plus grande du marché du travail: manque de qualification et difficultés de socialisation.
- « **La jeunesse n'est qu'un mot** selon P. Bourdieu: et masque l'hétérogénéité des situations et des positions sociales, des parcours, des pratiques et des comportements »
- **Usage du terme est abusif : les jeunes :** paraît plus pertinente !

Débat : (...)

Nicolas LAMIC : Je crois que c'est un phénomène éminemment subjectif, c'est-à-dire comment moi je me définit l'individu. Le risque c'est de parler à la place du sujet. Si on veut vraiment aller au plus profond des choses il faudrait qu'on se dise que ces jeunes c'est eux qui doivent construire cette société et leur demander ce qu'ils veulent. Dubet dans « la galère des jeunes » a par exemple mis en place des dispositifs de groupes de travail où les jeunes parlent de leur expériences et c'est à partir de là, qu'il définit la galère. On est à l'heure des Etats généraux aujourd'hui il faut qu'il y ait des jeunes qui s'expriment sur la manière dont ils se projettent à l'avenir.

Débat (...)

Chantal DARDANUS (DDJS) : Nous avons travaillé sur des statistiques d'après une enquête faite auprès de jeunes oisifs où se révèle le besoin premier d'avoir de l'argent, pour acheter une maison et une voiture. Les jeunes s'intéressent à ce qui se passe dans la société. Cette enquête vient justement être menée par des jeunes du Conseil Départemental de la Jeunesse.

Intervention Rédigé et prononcé par Malik DURANTY (Doctorant - Chercheur)

Il existe plusieurs types de politiques de jeunesse élaborées et mises en œuvre à différents niveaux des échelons de l'organisation politico-administrative et dans différents secteurs. Dès lors, il nous est remarquable des politiques publiques ainsi que des initiatives civiles (entrant dans le domaine de l'action publique) dédiées au traitement global et sectoriel des problématiques sociétales étroitement liées à la jeunesse.

En effet, peut-on remarquer que la question de la jeunesse ne peut être victime d'impasse dans certains secteurs. D'où une impression de mécanique formaliste concernant les dispositifs et les dispositions élaborés pour traiter de cette question sans cesse émergente. Il en va de même que le traitement de cette question soit une condition *sine qua non* de validité des contenus de programmation de certaines institutions politico-administratives et certains établissements publics, ainsi que certaines organisations civiles. Car, la question de la jeunesse semble se décliner en thématiques politiques valorisantes en terme de symbolique et déterminantes en terme de rhétorique argumentaire.

Cependant, il est possible d'observer un certain conservatisme dans la formulation des objectifs des politiques publiques, ainsi que des valeurs, des normes, des algorithmes et des images du référentiel de ces politiques.

L'insertion, l'intégration, la formation, la diminution de la délinquance et de ses effets, la socialisation, l'éducation, tous ces termes qui semblent nous permettre de traduire une recherche

tendant à la diminution du risque ou l'augmentation de la performance. D'où cela nous engage dans la considération de la jeunesse soit comme un risque ou comme un catalyseur de la société.

À vrai dire, la catégorie dite des jeunes a souvent été, dans l'histoire des groupes naturels de l'humanité, à l'origine de mutation révolutionnaire. D'où, semble-t-il, que leur vocation à la remise en cause continuelle de l'existant pose problème et constitue un risque dans certaines mesures et un catalyseur dans d'autres. Voilà un problème pour un état de faits systémique qui tend à conserver sa forme, son fond ainsi que sa dynamique fonctionnelle avec peu de variation, voir aucune refondation. Il y a bien des transformations. Or, ces dernières sont le plus souvent du niveau de l'ajustement et de l'adaptation.

Peut-on alors estimer que le paradigme qui dirige au développement intellectuel et fonctionnel autour de la question de la jeunesse est, semble-t-il, le plus souvent négativiste.

Un constat fait depuis les discours des catastrophismes annoncés par les générations à-venir jusqu'aux spéculations sur les mobilisations sociales et culturelles de la jeunesse elle-même. Il est une conséquence en cela dans le secteur de l'entrepreneuriat et de l'emploi. Il s'agit du « manque de confiance » en la jeunesse qui est fortement marqué et prééminent dans l'ignorance d'une revendication d'autonomisation des jeunes portée par eux-mêmes.

Cependant, cette revendication est souvent la proie d'un quiproquo. Sachant que le manque de confiance, relatif aux compétences de faisabilité des jeunes pour et par la société, est fort réel. Ces compétences se révèlent comme peu convaincantes pour les générations précédentes. Elles qui sont d'une façon ou d'une autre victime d'un regard biaisé par le paradigme négativiste. Il en ressort pour les jeunes un sentiment et voir pour certain une condition de ségrégation. Ils sont discriminés et parqués dans des lieux sociaux et culturels sans cadres, ghettoïsés sans ouverture.

Notre approche donc se fera selon l'analyse des politiques publiques dans le contexte de la mobilisation sociale avec la mise en relief des problématiques émergents de la grève du moi de février et du discours de divers acteurs des politiques de jeunesse.

Notre approche selon l'analyse des politiques publiques se focalisera sur une estimation des types de référentiels¹ en la matière. Cela sachant que l'inscription à l'agenda politique ne présente pas grand intérêt dans les prémisses de ce cycle de qualification.

Cependant, le fait de la mobilisation sociale enclenchée au 5 février 2009 en Martinique marque inexorablement une période de possible redéfinition des référentiels.

Dès lors, « selon Pierre MULLER, le référentiel d'une politique permet d'opérer un décodage du réel à l'intervention d'opérateurs intellectuels qui permettent de diminuer l'opacité du monde en définissant de nouveaux appuis pour agir ; et d'opérer un recodage du réel à travers la définition de modes opératoires susceptibles de définir un programme d'action publique. »²

Une question se révèle comme intéressante dans l'analyse des politiques publiques de jeunesse : elle est celle des relations entre l'expert et les acteurs politiques.

Prenons acte de la considération faisant du politique l'expert populaire du langage et du discours d'une certaine affirmation identitaire au sein de la société civile, ainsi que faisant de

¹ À savoir le référentiel global et les référentiels sectoriels. Sachant que le Référentiel Global et le référentiel sectoriel sont tous deux des constructions sociales pas toujours cohérentes.

² Guy HERMET, Bertrand BADIE, Philippe BRAUD, Pierre BIRBAUM, « *Le Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques* », éd. Armand Colin, 6^{ème} édition, Paris, p.256.

l'expert celui possédant un certain niveau théorique avec la compétence de l'utilisation d'outils et de techniques pour décrypter et décrire la réalité.

Cependant, les deux cherchent à décrire une même réalité. Dès lors, au sein des institutions politico-administratives et des administrations, il est un processus visant à l'utilisation de cette ambivalence dans le cadre du développement des politiques publiques. Cette ambivalence s'articule donc dans un certain équilibre entre l'imaginaire populaire et l'imaginaire scientifique qui permettent la construction des projets. C'est donc, le discours politique et l'expertise qui permettent la construction du référentiel des politiques publiques.

1. Quelle est la problématique qui touche le jeune ?

La problématique est celle d'un certain processus de ghettoïsation³. Ici, notre approche se veut particulière. Car, elle prend en compte la notion d'utilité. Et donc, dans le cas présent, il s'agit de prendre en compte l'utilité sociale⁴ et l'inutilité sociale.

Dès lors, soit être jeune coïncide à une utilité ou à inutilité. Car, pouvons-nous observer communément qu'à partir du moment où un jeune bouscule l'entendement de la société. Il dérange. Et par conséquent, il est marginalisé dans un statut d'inutilité. Or, quand un jeune est assimilé à un certain nombre de représentations convenables pour la société. Il est vu, et voir valorisé comme utile. Tout cela parce qu'il rentre dans le moule de la socialisation.

Dès lors, il se pose la question de la reconnaissance au sein de nos sociétés. Car, nous parlons abondamment d'identité⁵, de mimétisme et d'assimilation (voir d'aliénation). Des notions que nous externalisons à nos responsabilités collectives. Mais, il est possible de prétendre que le jeune mime de façon exubérante les comportements et la mentalité des aînés. Il s'inscrit donc à une extrémité du processus de fonctionnement du système dans lequel il est. Où, il tente d'exister aux yeux de ceux qui l'entourent.

Cependant, il est indéniable que la société soit divisée en classe socioprofessionnelle, socio ethnique et bien d'autres, ainsi qu'il est indéniable que la société soit divisée en génération. Alors, le jeune subit cette division entre génération sans réelle existence de rites de passage identifiables et valables aux yeux de tous. Or, en plus de cela, il subit les autres types de divisions sociales. D'où, le constat d'une grande difficulté, non seulement d'intégration mais de reconnaissance de son appartenance au corpus sociétal que ce soit par lui et par les autres, qui est bien réelle.

Retenons qu'en ce qui concerne la représentation de la société avec des divisions en classe sociale, il est à prendre en compte une hiérarchie entre classe sociale mais aussi en leur sein. De cela résulte d'une part la difficulté du jeune à comprendre ce système organisationnel complexe, et d'autre part, le fait que la place et/ou le classement déterminent au-delà de l'utilité sociale, la discrimination ou la valorisation de l'individu⁶.

³ *Fait de tenir une minorité à l'écart de la société.* Cf. :<http://dictionnaire.reverso.net>

⁴ Sous la direction de Jean-Louis LAVILLE et Antonio DAVID CATTANI, « Dictionnaire de l'autre économie », éd. GALLIMARD, Coll. Folio actuel, 2006, Paris, p.641.

⁵ La problématique qui nous engage sur la prise en compte des référentiels, est relative à l'identité. Celle-ci est un construit qui se configure dans les interactions de l'homme avec son environnement ainsi que les interactions du groupe naturel avec son environnement. De cela découle donc des représentations faites de catégorisations des différences et des ressemblances issues de l'observation, générant l'appréhension et suscitant la régénérescence des représentations au fil du processus de construction identitaire.

⁶ Exemple avec la prise en compte du niveau de diplôme dans la reconnaissance et la possible valorisation. Plus le bac + est élevé plus l'individu est reconnu et valorisé dans la valeur ajoutée de la société.

Tout cela est fait de sorte que, de nos jours, la question de l'utilité sociale puisse être formulée telle que :

Quelle utilité a le jeune dans la société aujourd'hui ?

2. La mobilisation sociale : le jeune autonome face à sa définition.

En prenant acte de la mobilisation sociale⁷ qui trouve sa genèse dans le mouvement de grève engendré le 5 février. Une mobilisation sociale qui est en train comme en témoigne une manifestation comme celle de ce cycle de qualification. Avec le faible recul sur cette genèse, il est néanmoins constatable que les jeunes ont décidé de formuler eux-mêmes les problématiques qu'étaient les leurs pendant la grève. Des problématiques et un processus d'autonomisation dans l'érection de celles-ci qui se doit d'être prise en compte.

En témoigne l'exemple de constitution de trois collectifs de jeunes entre autres. Leur existence seule témoigne dans un premier abord de l'existence d'identités revendicatrices singulières pouvant de surcroît être lié dans une problématisation sociétale sous une approche globale articulant les approches de chaque collectif pour certains secteurs.

1. Le Collectif de la Martinique-à-venir⁸ : lui propose de surdimensionner les revendications et les problématiques liées au pouvoir d'achat. Dans son discours, il admet le caractère concret de ces problématiques au quotidien. Mais, il est aussi posé la nécessité qu'à destination ces problématiques soient surdimensionnées pour la détection des vrais maux de la société. Cela dans le but d'agir à court, à moyen et à long terme sur ces maux.
2. Le Kolektif Kanpis Doubout⁹ : lui s'est constitué autour de problématiques liées à l'enseignement, la condition estudiantine, la place des universités. Des questions qui sont récurrentes depuis 1968 et la réforme des universités qui suivit les manifestations de ce temps-là. Une université encore en réforme cette fois-ci concernant l'autonomie. Or, les étudiants s'attendaient à une véritable autonomie estudiantine et d'établissement vis-à-vis des instances de l'État.
3. Le collectif Jen pou Jen : lui développe des revendications s'inscrivant dans un discours prônant la représentation d'une catégorie de jeunes non reconnus pour lesquels nul ne témoigne de la réalité. Il s'agit d'affirmer l'identité de ceux qui sont placés à l'extrémité de l'extrémité du système.

Cependant, ces collectifs et le collectif du 5 février ont eu beaucoup de mal à coordonner leur action et donc à collaborer de manière durable et efficace. Encore un jeu d'instrumentalisation qui a recroquevillé les jeunes entre eux. Enfin, précisons que cela ne fut pas systématique mais il y eut un jeu d'appropriation de la représentation jeune.

Mais, en ce qui nous concerne ici directement, il y eut une utilisation commune de mots. Mais, à l'évidence, les définitions de ces mots n'étaient pas forcément partagées.

Cette mise en évidence a permis de mesurer des différenciations sémantiques dans les discours. D'où l'existence de quiproquo par moment. Ce constat nous engage donc dans la considération des différences de paradigme.

⁷ Selon les dires de François CHAZEL il s'agit de la « création de nouveaux engagements et de nouvelles identifications –où quelque fois la réactivation de la loyauté et l'identification oubliée-, ainsi que le rassemblement, sur cette base, d'acteurs et de groupes d'acteurs dans le cadre d'un mouvement social chargé, au besoin par la confrontation directe et éventuellement violente avec les autorités en place, de promouvoir et parfois de restaurer des fins collectives. ». in Guy HERMET, Bertrand BADIE, Philippe BRAUD, Pierre BIRBAUM, « *Le Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques* ». Ed. Armand Colin, 6^{ème} édition, Paris, p.204.

⁸ www.lecmav.com

⁹ www.casee.fr

Cela nous amène donc à la démarche de cette matinée tendant à définir ce qu'est la jeunesse¹⁰ ?

3. *Quelle est la difficulté de donner une définition à la jeunesse martiniquaise ?*

Il est là une question essentielle. Une question qui nécessite un paramétrage de définition. Or, avant d'y arriver, il est une analyse à produire. Cette dernière permettrait la prise en compte d'une réalité de mise en place des politiques publiques et des actions publiques par les associations.

Car, à partir des dires des acteurs politiques, associatifs ou administratifs, il revient souvent le mot image (image des jeunes d'eux-mêmes, image de la société sur elle-même, image sur ces jeunes, image des parents). Parfois même, certains font référence à la représentation. Si bien que nous parlons de l'impact historique et de développement historique qui permet de construire cette représentation. C'est-à-dire qu'il est fait état du processus qui amène à la représentation.

Aujourd'hui, cette représentation est issue du référentiel de politiques publiques ; c'est-à-dire qu'elle est issue du référentiel¹¹ que l'autorité centrale et supérieure de l'organisation politico-administrative développe et impose par sa supériorité à toutes les institutions infra-étatiques pour servir de repères et de méthodes à la mise en œuvre d'actions et de politiques publiques. Retenons qu'en « tant que structure de sens, le référentiel s'articule ainsi sur quatre niveaux de perceptions du monde qui doivent être distingués, mais dont les liens sont évidents : des valeurs¹², des normes¹³, des algorithmes¹⁴ et des images¹⁵. »¹⁶

Cependant, au sein de ce référentiel global, il y a les référentiels sectoriels, par exemple secteur de l'éducation, secteur de la formation professionnelle, secteur de l'insertion, et autres qui vont architecturer le référentiel global avec ses valeurs, ses principes, ses normes et ses images pour permettre le développement de politiques et d'actions qui sont plus particulières et spécialisées.

Or, l'une des problématiques décelable est celle reposant sur le constat selon lequel nous n'avons pas la mainmise en terme de responsabilité sur la construction de ces référentiels.

Puisque, le référentiel global et les référentiels sectoriels sont ceux de la France hexagonale. D'où, la difficulté d'adaptation de ces référentiels pour la Martinique. Cela même si, il est question de voir certaines politiques publiques être adapter pour leur application dans un territoire d'Outre-mer comme la Martinique. Cependant, la question du référentiel global non approprié demeure.

4. *Comment comprendre l'impact du référentiel concrètement ?*

Pour comprendre l'impact du référentiel concrètement, il est question de prendre en compte la hiérarchie des normes. Celle-ci impose à l'échelon local, départemental et régional des directives

¹⁰ En une hypothèse lapidaire, la jeunesse est ce stade de développement humain transitant du statut d'enfant à celui d'adulte. Dès lors, pour les adultes les jeunes sont à intégrer. D'un autre bord, pour les jeunes, ils sont intégrés d'office. Par la suite donc, ils ne leur restent qu'à être accepté, disons reconnu comme utile au corpus sociétal.

¹¹ Remarquons qu'il est possible de décomposer le référentiel d'une politique publique en deux éléments : le référentiel global et les référentiels sectoriels. Sachant que la relation entre les deux formes le rapport global-sectoriel.

¹² Les valeurs sont des représentations fondamentales du bien ou du mal, du désirable ou à rejeter.

¹³ Les normes sont les écarts entre le réel perçu et le réel souhaité. Ce sont elles qui engendrent les actions publiques.

¹⁴ Les algorithmes sont les relations causales donnant corps à une théorie de l'action. « Si... Alors... »

¹⁵ Les images constituent le centre du référentiel puisqu'elles engagent des vecteurs implicites de valeurs, principes, normes et algorithme. Elles sont le plus souvent appréhendées immédiatement. Elles n'ont pas besoin de détour discursif.

¹⁶ Pierre MULLER, « *les politiques publiques* », éd. Presses Universitaires de France coll. « Que sais-je ? », Paris, p.63.

en terme de priorité et de faisabilité des thématiques sectorielles du développement des politiques publiques.

Résolument alors, la problématique, selon notre perspective, est celle de l'expertise. Car, il demeure atypique d'opérer à une expertise après l'élaboration d'un schéma de développement ou

tout autre politiques publiques. Puisque l'expertise est censée permettre la constitution du référentiel de la politique en question. Or, dans le cas présent, il semble s'agir d'une expertise tendant à justifier et à amplifier les arguments des choix du schéma.

D'où, la question de l'érection des indices et de leur définition qui prend une place déterminante. Car, inexorablement, il manque un niveau d'expertise locale. Un niveau qui permettrait dès l'érection des indices d'expertise et donc d'évaluation, qu'il soit prise en compte les particularités du milieu martiniquais.

Ce débat nous ramène d'une certaine façon à la question de la jeunesse. En nous ramenant à la question de la reconnaissance. Car, nous voyons qu'à l'échelle du politique, cette reconnaissance n'est pas concrète. Et, elle témoigne d'un manque d'autonomie qui engendre de fait une différence de reconnaissance au niveau locale de l'action publique et au niveau national de son impulsion et des ces calculs.

5. De la reconnaissance... de la société et du jeune.

En ce qui concerne le jeune, il y a des disparités entre la reconnaissance familiale et la reconnaissance sociétale. Le jeune est plus facilement valorisable au sein de sa famille qu'au sein de la société globalement.

Pourtant, l'exemplarité des aînés vis-à-vis des jeunes n'a pas de frontières. Exemple : pendant la grève de février, les actes violents des jeunes étaient directement inspirés des actes des initiateurs de la joute. Idem pour la culture de consommation, le jeune reproduit les pratiques, le comportement et la mentalité de sa famille et des aînés de la société de manière générale.

Voyons-nous qu'aujourd'hui la question de la représentation de la jeunesse appelle à la définition de traits caractéristiques permettant de les identifier. Effectivement, il y a des éléments constitutifs de ces traits caractéristiques dans la famille. Or, il nous faut prendre la mesure des mutations de la famille. Il y a aussi des éléments décelables dans les pratiques de vie des jeunes, en particulier dans la période dite de transition devant les amener à l'entrer dans la vie professionnelle (la vie active). Dans cette période, certains jeunes tendent à passer une période à caractère initiatique (où ils connaissent la galère¹⁷). Pendant cette période, ils vont se prouver à eux-mêmes leurs capacités et leurs compétences à la survivance.

La condition du jeune est celle d'une recherche de reconnaissance, en particulier à travers la recherche d'un certain droit à l'autonomie.

Nous remarquons la difficulté d'entendre les véritables objectifs du jeune par les aînés. Car, en lui posant la question de savoir ce qu'il veut faire dans l'avenir. Il répond par mimétisme ce que les adultes attendent de lui. Mais, d'une certaine façon, il s'agit plus de l'expression d'une fatalité que d'un véritable objectif. Puisque, le jeune constate qu'il n'existe pas de moyens adaptés à ce qu'il voudrait construire pour demain. Tous les outils et les permissions sont ceux de la reproduction et l'imitation. Et, il n'y a pas vraiment d'outils et de permissions permettant l'initiative et la création originale, voir révolutionnaire.

¹⁷ Il s'agit d'un espace temps de son existence qu'il se propose de dépasser en toute autonomie.

« À la limite ne sommes-nous pas près à vivre tel que nous sommes aujourd'hui en allant vers demain concrètement selon nos propres et vrais moyens. Mais tant que l'on peut abuser d'un système qui existe, on en abuse. »

6. De l'identité... du jeune et de la société.

Dans toutes les sociétés, il est question de stratégies dans la construction de l'identité, quelle soit individuelle ou collective. Car effectivement, l'identité est une construction stratégique. D'où le fait que l'individu soit placé dans le carcan identitaire de la catégorie jeune¹⁸, fait qu'il développe une stratégie. Par cette dernière, il tente de rester dans ce carcan. Il s'agit là d'une forme d'immobilisme social marqué par l'appropriation de pratiques culturelles dites de jeunes en plus du développement de sa propre identité. La culture étant une expression de l'identité, il s'approprie donc une culture qui est censée le faire singulier. Une singularité qui s'articulera autour d'une stratégie de l'intéressement, c'est-à-dire l'instrumentalisation de l'intéressement des aînés pour servir sa recherche de reconnaissance de ce qu'il est vraiment et qu'il n'arrive pas à formuler

Or, le problème est que c'est l'expérience qui permet de formuler ce que vous êtes. Cependant, le jeune ne possède pas l'autonomie d'expérimentation suffisante pour acquérir un savoir faire et savoir être de ce qu'il est hors de la contestation et l'exubérance. Car, sous une perspective philosophique le « *je suis* » coïncide en réalité à « *ce que je suis en train de devenir* », mais pas ce que je suis à l'instant (t). « *Je suis* » c'est ce à quoi j'aspire dans l'immédiateté.

Dès lors, nous voyons que la question relative à la jeunesse est celle de l'identité en construction d'une société, ici la société martiniquaise.

Alors, il est estimable qu'une réelle déconstruction du référentiel global français, après l'avoir compris, est sans nul doute une première étape de l'appropriation d'une vraie redéfinition de la jeunesse pour la société martiniquaise. Car, c'est ce référentiel qui impacte sur la catégorie jeunesse au travers d'une des politiques globales (transversales) des plus importantes qui est celle de l'éducation nationale.

Alors, quelque soit l'échelon de l'action ou de la politique publique à destination des jeunes (que ce soit l'insertion, le sport, et autres) l'assimilation du référentiel français ne laisse pas de place aux particularités identitaires. Car, le système possède une forte hégémonie imposant un universalisme¹⁹ jacobin.

Cependant, concernant le domaine global puisque transversal et fondamental de l'éducation nationale, il est une expression de l'existence d'un non des moindres quiproquo entre l'enseignement et l'éducation. Un quiproquo faisant que l'un est pris pour l'autre, que l'un se confond dans l'autre. Or, chacun possède ses particularités fonctionnelles dans la construction identitaire. Ce quiproquo biaise finalement non pas l'état de jeunesse, mais le passage dans cette période de la vie. Une période de jeunesse dans laquelle l'expérience est exercée et pratiquée dans la recherche d'outils et d'une méthode de définition de sa propre identité dans une identité collective à laquelle on prend conscience.

¹⁸ En quelque sorte, il s'agit de la considération du stéréotype que l'on pourrait définir tel que : « ensemble de croyance concernant les caractéristiques que partagent les membres d'une groupe. Le stéréotype est une représentation figée, qui est à la base des imaginaires sociaux, systèmes de représentations collectives de la réalité. » In sous la direction de Bruno OLLIVIER, « *Les identités collectives à l'heure de la mondialisation* », Éd. CNRS Éditions Coll. Les Essentiels d'Hermès, Paris, 2009, p.137.

¹⁹ « Doctrine qui comprend la réalité comme un tout unique englobant tous les individus et qui n'accepte d'autorité que dans le consentement universel. » In sous la direction de Bruno OLLIVIER, « *Les identités collectives à l'heure de la mondialisation* », Éd. CNRS Éditions Coll. Les Essentiels d'Hermès, Paris, 2009, p.138.

Donc, pour finir le propos, nous dirons que la problématique centrale concernant cette prise en compte du référentiel s'articule autour de l'enseignement et de l'éducation mettant en relief le degré d'autonomie des jeunes ?

Revenons à l'essentiel...le lien social et sa cohérence dans la dynamique identitaire.

Qu'on se le dise : le référentiel global et les référentiels sectoriels sont des visions relatives au rôle et à la place de l'objet des politiques publiques concernées pour, par et dans la société. À ce titre, il est donc question de poser une certaine problématique.

Il s'agit de la problématisation de la mutation, voir de la métamorphose, du corps sociétal et de ses options dans le processus d'évolution des sociétés.

D'où cela nous engage à la considération du rôle et de la place des politiques publiques en tant que vecteur de changement et d'évolution. Et plus précisément dans le cas ici présent, il s'agit de poser la question de l'entendement du rôle et de la place des politiques de jeunesse dans le processus d'évolution et de mutation.

Débat (...)

Jules AGATOS : Par rapport aux deux exposés, je me pose une question sur la jeunesse où on constate des comportements que l'on n'arrive pas à saisir. Est que c'est la jeunesse métropolitaine qui a influencé le comportement des jeunes en Martinique, ou est ce qu'ils prennent des influences de partout vu la rapidité des moyens de communication, dont ils sont friands ?

Malik DURANTY : La question du mimétisme est telle que, en ce qui concerne l'identité, l'impact véritable des modèles imposés dans le domaine de l'esthétique reste très minime. Je crois que le mimétisme est avant tout intergénérationnel avant d'être interterritorial et que c'est d'abord quelque chose qui est bien de chez nous dans l'intention ou dans l'incitation, sur la question de la violence notamment. Les adultes pour beaucoup sont très violents ; l'organisation de notre pays est très violente avec les centres commerciaux, les infrastructures en termes de dimension pour l'échelle de notre pays. (...). Il y a une vision du monde différente mais l'échelle n'est pas si grande. Lorsque l'on voit par exemple nos parents à certains endroits dans une frénésie de consommation, se bousculer avec des chariots, l'enfant répète les mêmes comportements. Effectivement les modèles extérieurs ont un impact sur un certain nombre de pratiques et un certain nombre de gestes mais dans notre pays, il y a un certain nombre de choses que les adultes font, qui sont dommageables.

En revanche sur l'utilité, je prends par contre l'exemple des grands frères, mis en place pendant les échauffourées de février 2009, la plupart des jeunes voulaient se rendre utiles pour leur pays, pour que l'on reconnaisse leurs actions, alors qu'ils avaient l'occasion de s'organiser comme certains pour casser les magasins. (...)

Débat (...)

Nicolas LAMIC : (...) Il y a des décalages et des réinterprétations mais je crois que les valeurs sont transmises de génération en génération, je reste sur cette idée que sans quoi, il n'y aurait pas de continuité. Si on vit en ce moment quelque chose de difficile c'est parce qu'il y a une crise au niveau de la transmission d'un ensemble de valeurs centrales et je me dis c'est fort heureux qu'il y ait cette crise car cela annonce une possibilité de changement pour aller vers autre chose. Il serait heureux que l'on y aille car on reste une société dominée, une société qui n'a pas été capable de produire une image d'elle-même sinon dévalorisée. Si on arrive à ce questionnement nous sommes peut être à l'aube de construire une image de nous même plus positive et qui nécessairement

impacter sur notre jeunesse. Nous sommes dans quelque chose d'un peu transitoires qui n'est pas spécialement liée à notre société martiniquaise mais ailleurs aussi il y a une crise des identifications. Il ne faut pas en avoir peur, c'est super de voir ces jeunes s'exprimer et j'espère que ce ne sont pas les médias qui vont parler à leur place, parce que ces médias établis institués reproduisent cette domination, reproduisent ce langage du maître.

Débat (...)

Steve DACY (GIP DSU Lamentin) : Par rapport au plan espoir banlieue, la Martinique à ses spécificités, l'espace géographique est complètement différent. Pour les jeunes d'ici la banlieue cela n'a pas de sens. Pour la question du mimétisme, pour comparer avec les banlieues, les rapports sont différents. (...) Il faut que les techniciens puissent sans difficultés aller dans les cités, dans les rues pour s'approprier une réalité. Des quartiers prioritaires d'une même commune peuvent avoir leurs spécificités par exemple. L'analyse gagnerait à être beaucoup plus territorialisée pour mieux appréhender le phénomène de la jeunesse.

Nicolas LAMIC : C'est bien de trainer dans les rues mais il faut avoir des outils aussi pour prendre du recul. Il y a des mécanismes généraux transterritoriaux qu'il nous faut avoir. Vous dites qu'il n'y a pas de mimétisme mais il y a quand même le phénomène des bandes.

Malik DURANTY : J'ai parlé de cette nécessaire ambivalence au début entre une expérience de terrain et une réalité avec justement cette approche théorique. Je prends l'exemple de l'influence des Etats Unis et de certaines pratiques qui pour moi, restent au niveau vestimentaire. Un jeune va porter des baggies comme le chanteur Tupak sans nécessairement savoir que se sont des prisonniers en Californie qui en étaient affligés et que c'est une récupération. (...) Il y a un problème aussi dans la transmission du sens des choses c'est à dire que l'on reste à une certaine symbolique. (...). Il y a une autre considération pour vous montrer « la hauteur du mimétisme » : Fort de France a toujours été vu comme « en ville » c'est-à-dire qu'il y a eut l'exode rurale qui a fait que tout le monde voulait aller en ville. Aujourd'hui on nous parle de jeunes de la ville qui ne sont pas des jeunes des quartiers comme les cités françaises mais qui sont des jeunes de la ville pour ce qu'ils sont, et aujourd'hui il y a des jeunes des communes qui veulent reproduire ce que font les jeunes de la ville.

débat (...)